

le **cnam**

COMITÉ DE SUIVI DE L'ÉDITION SCIENTIFIQUE ¹

Bulletin de veille n°1 – Janvier 2018

Synthèse du rapport « *Monitoring the transition to open access* », Universities UK, Décembre 2017

Emile Gayoso

Postdoctorant Dicen IdF-MESRI

¹ En accompagnement de la loi pour une République numérique, le Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, à la demande du Premier ministre, a mis en place un plan de soutien à l'édition scientifique française. La création d'un Comité de suivi de l'édition scientifique, structure composée des représentants des communautés scientifiques, des bibliothécaires et éditeurs publics, des éditeurs privés, est un des éléments de ce plan. La création de ce Comité, dont le pilotage est assuré conjointement par le MESRI et le MC, a fait l'objet de deux arrêtés relatifs aux missions et à la composition du comité.

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000033865901&fastPos=1&fastReqId=1650894347&categorieLien=cid&oldAction=rechTexte>

https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000033866120

https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000036644988

PRÉAMBULE

En décembre 2017, Universities UK, le groupe de défense d'intérêts des universités britanniques, a publié un rapport de 52 pages faisant l'état des lieux des politiques d'open access menées au Royaume-Uni depuis la publication du rapport Finch en 2012 et l'adoption par le gouvernement de l'essentiel de ses dispositions en faveur de la voie dorée ou modèle gold de l'open access. Ce bulletin en propose la synthèse chapitre par chapitre.

TABLE DES MATIERES

Présentation du rapport _____	3
Résumé du chapitre 1 : « <i>Open Access options available to authors</i> » _____	4
Résumé du chapitre 2 : « <i>Accessibility : author's take up of Open Access Options</i> » _____	7
Résumé du chapitre 3 : « <i>Use of Open Access Articles</i> » _____	11
Résumé du chapitre 4 : « <i>Financial implications for Universities and research funders in the UK</i> » _____	13
Résumé du chapitre 5 : « <i>Implications for learned societies</i> » _____	16
Pour conclure... _____	18

Présentation du rapport « *Monitoring the transition to open access* »

<http://www.universitiesuk.ac.uk/policy-and-analysis/reports/Documents/2017/monitoring-transition-open-access-2017.pdf>

AUTEURS

La rédaction du rapport a été coordonnée par Michael Jubb. Ce docteur en histoire économique a fondé en 2015 un cabinet de conseil en édition scientifique qu'il dirige actuellement : Jubb Consulting, et a été le coordinateur du groupe ayant rédigé le rapport Finch en 2012.

Il a mobilisé autour de lui une équipe comprenant :

- Pour Elsevier : Andrew Plume, Stephanie Oeben et Lydia Brammer ;
- Pour Research Consulting : Rob Johnson et Cihan Bütün ;
- Pour University of Sheffield : Stephen Pinfield.

STRUCTURE DU RAPPORT

Le plan du rapport est organisé en cinq chapitres qui suivent les cinq grands axes de travail du Open Access Coordination Group :

- Les options d'open access à disposition des auteurs ;
- L'usage de ces options par les auteurs ;
- Le niveau de téléchargement des articles en open access ;
- Les conséquences financières pour les bailleurs de fonds et les universités ;
- Les conséquences pour les sociétés savantes.

MÉTHODOLOGIE

L'annexe méthodologique au rapport n'est pas encore disponible (au 22 février 2018) mais elle devrait l'être sous peu d'après Universities UK. Chaque chapitre reposant sur une thématique différente, les données considérées et les méthodes employées varient. On se reportera aux résumés des chapitres pour connaître la méthodologie correspondant à chaque sous-partie de l'enquête. Notons cependant que pour les deux premiers chapitres, le corpus de travail est le même. Il a été établi à partir de la base de données Scopus (Elsevier) au sein duquel ont été retenus les 120 revues les plus populaires parmi les auteurs anglais et représentant quatre domaines disciplinaires² (*Medical & life sciences ; Physical sciences & engineering ; Social sciences ; Arts & humanities*). Un sous-corpus britannique est alors défini à partir des articles faisant apparaître au moins un auteur britannique (sous-corpus labellisé « UK »), tandis que le corpus principal, ne tenant pas compte de la nationalité des auteurs, est labellisé « Global ».

² Le rapport ne précise pas la répartition détaillée des revues selon les disciplines. Cette information devrait figurer dans l'annexe méthodologique.

Résumé du chapitre 1 : « *Open Access options available to authors* »

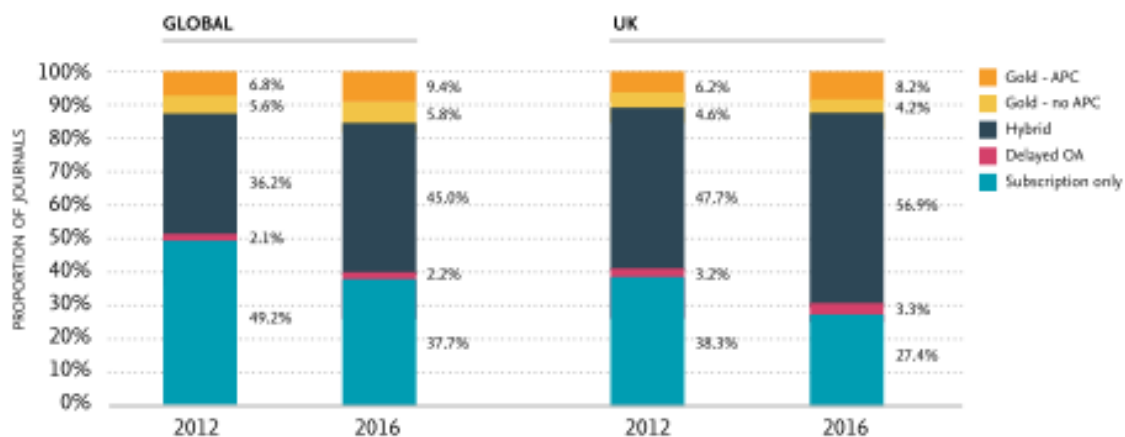
Trois indicateurs sont considérés comme prioritaires :

1. La répartition des revues selon leur politique d'accès : totalement ouverte, hybride ou par abonnement ;
2. Le niveau des APC et la disponibilité CC BY pour les articles publiés dans ce type de revues ;
3. La durée des embargos pour les articles disponibles par abonnement et diffusés sur des sites d'archives institutionnelles ou ailleurs.

RÉPARTITION DES REVUES SELON LEUR POLITIQUE D'ACCÈS

Entre 2012 et 2016, le phénomène principal est le recul notable du modèle par abonnement puisque le pourcentage de revues concernées était de 49,2 % en 2012 pour n'être plus que de 37,7 % en 2016. Ensuite, si les APC ont connu une certaine progression, ce n'est pas le modèle « tout APC » qui est en train de s'imposer, mais davantage le modèle hybride qui est passé de 36,2 % à 45 %.

Figure 1.1 – Proportion of journals by publishing models, global and UK



NIVEAU DES APC ET DISPONIBILITÉ DES LICENCES CC BY

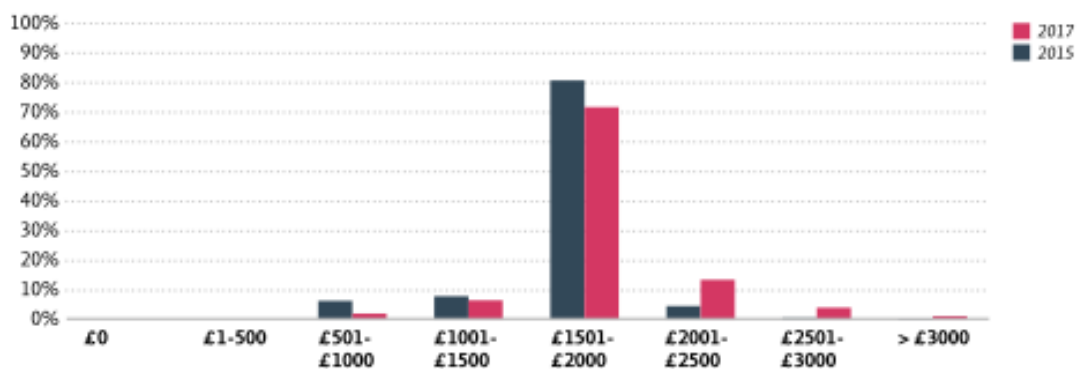
Les APC sont significativement plus élevés pour les revues hybrides que pour les revues intégralement *Gold*. Ainsi, pour les revues intégralement en OA, le montant moyen des APC se situe entre 500 £ et 1 500 £ alors que pour les revues hybrides, leur niveau se situe très majoritairement entre 1 500 £ et 2 000 £.

Les deux figures suivantes attestent de cette situation pour la période 2015-2017.

Figure 1.4 – APC price bands for fully OA journals from 32 publishers, 2015 and 2017

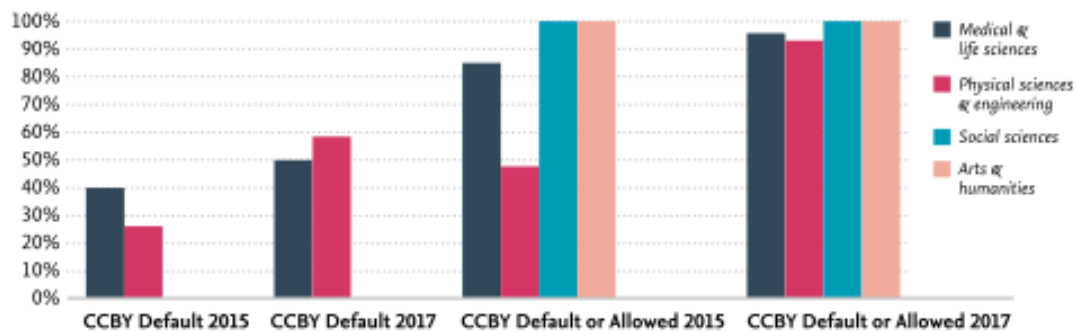


Figure 1.5 – APC price bands for hybrid journals from 32 publishers, 2015 and 2017



Les licences CC BY sont presque toujours permises par les éditeurs de revues en open access. En revanche, entre 2015 et 2017, l’augmentation du nombre de revues en OA s’est accompagné d’un léger recul des titres requérant l’usage de ce type de licences. D’un point de vue disciplinaire, si en sciences sociales et en arts et humanités, la licence CC BY n’est jamais imposée, elle l’est pour les articles en OA dans plus de 50% des revues de science, technologie, ingénierie et médecine.

Figure 1.8 – CC BY options for fully-OA & hybrid journals popular with UK authors, 2015 and 2017



DURÉE DES EMBARGOS ET POLITIQUES DE DÉPÔT

La durée des embargos a été examinée sur 1200 revues hybrides et par abonnement représentant 33 éditeurs de l'échantillon.

Il apparaît que les trois quarts de ces revues autorisent une publication sans embargo sur les sites personnels des chercheurs..

Les chiffres sont très différents en ce qui concerne les embargos appliqués à la publication sur les archives institutionnelles ou disciplinaires. Ainsi, 1/6 des revues permettent la publication dans des archives institutionnelles sans embargo, mais cette proportion est en baisse depuis 2015. Environ la moitié des revues proposent des embargos de 12 mois mais la proportion de revues imposant des embargos égaux ou supérieurs à 24 mois a augmenté. Enfin, pour les archives disciplinaires, les embargos inférieurs à 12 mois sont rares et ne représentent que 8 % des revues. Environ 60 % des revues maintiennent un embargo à 12 mois et 30 % à 24 mois pour ce type de dépôt.

Figure 1.9 – Embargo periods for accepted author manuscripts, 2015 and 2017

Figure 1.9.1 – Embargo periods for personal websites

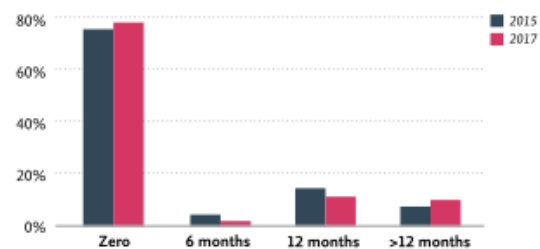


Figure 1.9.2 – Embargo periods for institutional repositories

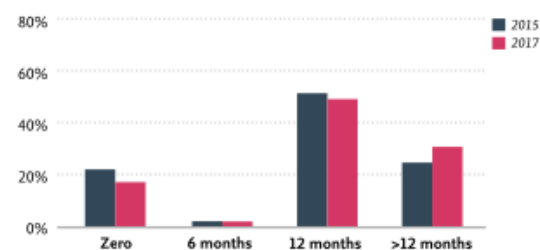
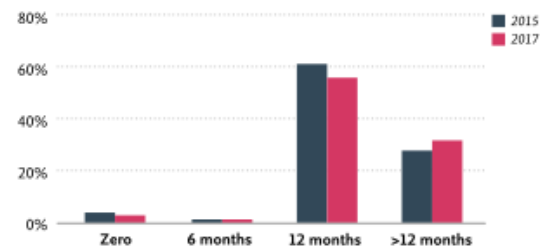


Figure 1.9.3 – Embargo periods for subject repositories



Résumé du chapitre 2 : « Accessibility : author’s take up of Open Access Options »

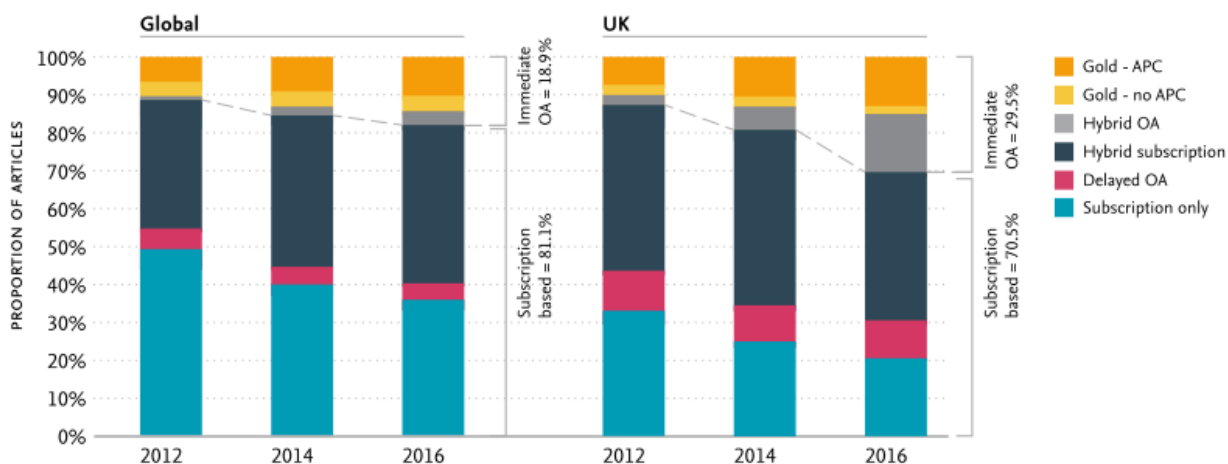
Dans ce chapitre, sont successivement présentés la disponibilité en libre accès des articles publiés selon un modèle *Gold* (et ceci selon trois modalités : *Gold-APC*, *Gold-no APC* et *Hybrid OA*), la disponibilité en libre accès (sur des archives institutionnelles ou sur des sites Web personnels) et sous quels délais des articles parus dans des revues à abonnement, et enfin un indicateur agrégé de disponibilité immédiate ou différée des articles tous modèles éditoriaux confondus.

ESSOR EN NOMBRE ET PROPORTION DES ARTICLES IMMÉDIATEMENT DISPONIBLES PAR LA VOIE DORÉE

Entre 2012 et 2016, les articles publiés immédiatement en libre accès selon une des trois modalités de la voie dorée (avec APC, sans APC, au sein d’une revue hybride) ont vu leur disponibilité en libre accès passer de 12 % à 19 %, cette disponibilité passant de 12 % à environ 30 % pour les articles anglais.

Les auteurs du rapport interprètent cette forte augmentation de la voie dorée dans le sous-corpus britannique comme le résultat des politiques menées par le RCUK en Grande-Bretagne et les fondations académiques de la recherche (*research charities*) comme le Wellcome Trust.

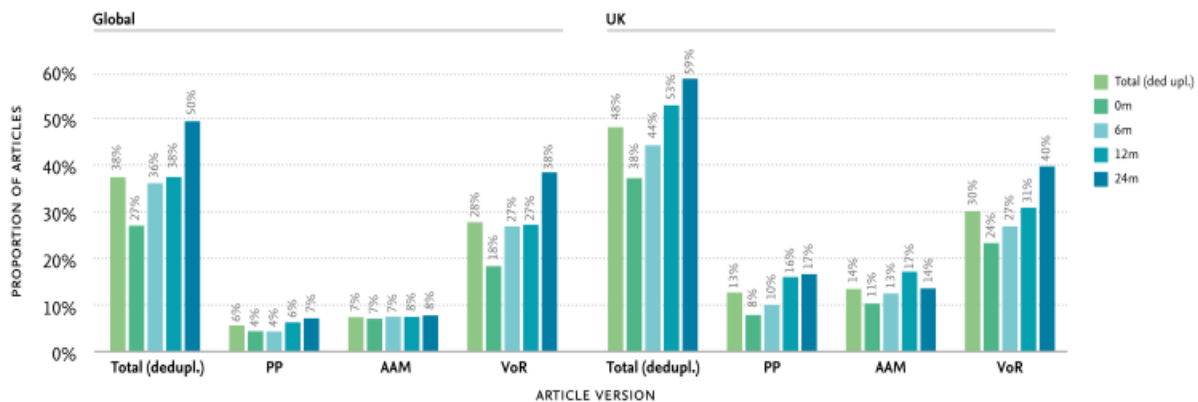
Figure 2.1 – Proportion of articles published under different publishing models, global and UK



UNE AUGMENTATION RAPIDE EGALEMENT POUR LA VOIE VERTE

Une étude précédente du groupement d'intérêt Universities UK avait montré que en 2014 au moins 19 % des articles publiés sur des revues à abonnement étaient disponibles en ligne après 24 mois. L'étude présente montre qu'en 2016 ce taux a exactement doublé pour atteindre 38 %, comme le montre la figure 2.2 (celle-ci distingue les articles en libre-accès selon la version de ces derniers qui est mise en ligne : *preprint (PP)*, *Accepted Authors Manuscripts (AAMs)* ou *postprints* et enfin *Version of Records (VoR)* pour la version de l'éditeur.

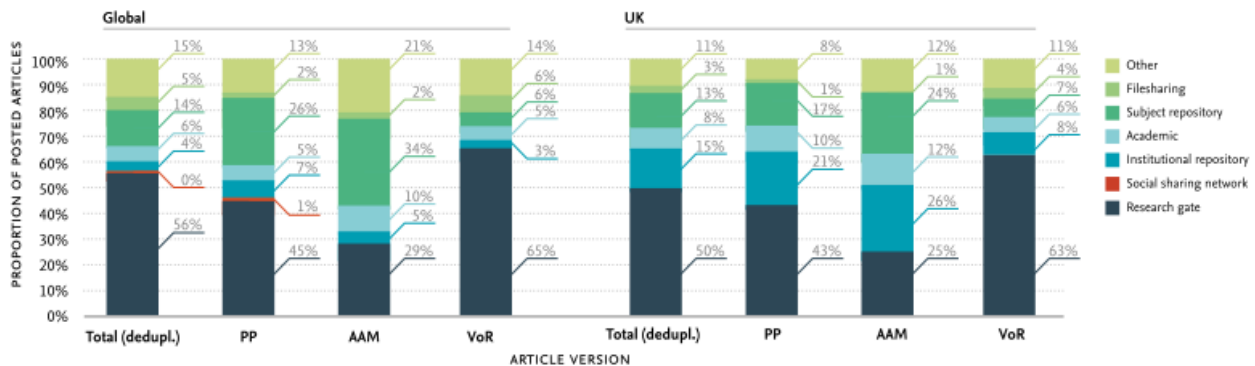
Figure 2.2 – Proportion of articles published under subscription-based publishing models posted online, global and UK, by document version and time post publication



Le rapport s'intéresse ensuite à la localisation de ces articles en libre accès pour démontrer que c'est en grande majorité sur ResearchGate qu'on peut les trouver et dans des versions « éditeur » dont ils soulignent qu'elles ne respectent pas les clauses des revues³ : « *All of the postings of VoRs in our sample, and around a third of AAM postings, were not consistent with journal policies* ». Précisément, la figure 2.3 reproduite ci-dessous permet de savoir où sont mis en ligne les articles (partages de fichier, archives institutionnelles, archives thématiques, réseaux sociaux, ResearchGate, etc.) selon la version dans laquelle ils sont partagés :

³ Le Comité de suivi de l'édition scientifique voudrait ici se démarquer de la définition retenue pour la voie verte par le rapport britannique : en effet, contrairement à ce qu'indique ce rapport, les réseaux sociaux de chercheurs comme ResearchGate ne peuvent pas être considérés comme des outils de diffusion en libre accès et les articles présents sur ce type de plateformes ne devraient pas être comptabilisés comme étant en libre accès. Cela modifie très fortement les chiffres de diffusion en libre accès de ce rapport.

Figure 2.3 – Proportion of articles published under subscription-based publishing models posted online, global and UK, by document version and location *



* Since postings may occur in different versions and at different locations, these figures are given as proportions of the duplicated totals and so add to 100%

PLUS DE LA MOITIÉ DES ARTICLES BRITANNIQUES SONT EN LIBRE-ACCÈS APRÈS 12 MOIS

Enfin, le rapport termine ce chapitre en s'intéressant à la disponibilité globale de la production scientifique tous modèles éditoriaux confondus. Ainsi, alors qu'en 2014, 18 % des articles publiés dans les deux années précédentes étaient accessibles immédiatement, en 2016 ce taux est passé à 25 % et atteint 37 % pour les articles ayant au moins un co-auteur britannique (alors qu'il était de 20 % en 2014).

On peut aussi regarder l'évolution de ce taux de disponibilité en libre accès avec le temps. La figure 2.4 résume la situation pour les articles parus en 2016 et représente la proportion cumulée des articles en libre accès comparée à ceux ne l'étant pas (barres en bleu labellisées « non OA » sur le graphique). On s'aperçoit alors que si les trois quarts des articles (les deux tiers au Royaume-Uni) ne sont pas en libre accès à leur parution, cette proportion tombe à 69 % après un an (46 % pour le Royaume-Uni) et à 67 % après deux ans (47 % pour le Royaume-Uni⁴).

On a par conséquent 54 % d'articles en open access après 1 an et 53 % après 2 ans, et ce chiffre est mis en valeur par le rapport puisqu'on le retrouve dans le résumé exécutif et dans l'avant-propos rédigé par Adam Tickell, président du Open Access Coordination Group de Universities UK et partant commanditaire du rapport.

⁴ La légère hausse des publications britanniques n'étant pas en open access entre 12 mois et 24 mois est expliquée par les auteurs du rapport comme suit : « *The slight fall in postings recorded between 12 and 24 months of publication may simply reflect differences in the samples of articles checked, or perhaps a change in behavior as more authors respond to REF and other policy requirements by posting their most recent articles.* » (p.26, §3).

Figure 2.4 – Proportion of articles in 2016 published under immediate Gold OA or accessible within 24 months through Green OA online postings in line with journal policies, global and UK



* Delayed OA periods greater than 24 months post-publication adds another 1.1% for Global and 2.7% for UK-authored publications

** Online postings excludes those of publications published under Delayed OA and illicit postings of AAMs

Résumé du chapitre 3 : « *Use of Open Access Articles* »

Après avoir examiné les différentes possibilités de publication en open access et les proportions prises par ces différentes options, les auteurs du rapport s'intéressent à l'usage fait des articles, pour tâcher en particulier de déterminer si les téléchargements sont notablement affectés par le libre accès et si l'on observe des pratiques très différenciées selon les lieux depuis lesquels sont téléchargés les articles : sites Web personnels ou académiques, archives institutionnelles ou disciplinaires (de type PubMed Central, Arxiv ou SSRN), plateformes d'éditeurs et bien sûr plateformes d'agrégateurs. Il est à noter qu'une source importante de téléchargement n'a pas pu être étudiée : les sites de réseaux sociaux de chercheurs.

LE TÉLÉCHARGEMENT SUR LES PLATEFORMES D'ÉDITEURS

A partir du Journal Usage Statistics Portal (JUSP) qui agrège les données de téléchargement d'environ 180 bibliothèques de l'enseignement supérieur britannique, le rapport établit que les téléchargements d'articles en OA ont augmenté de 61 % entre 2014 et 2016, mais que ceux-ci représentent encore une part faible des téléchargements globaux, part qui est passée de 4 % à 5,3 % pendant la même période.

Par ailleurs, les profils de téléchargement varient énormément d'un éditeur à l'autre et il est difficile, précisent les auteurs, d'identifier des *patterns* stables pour tous les éditeurs. Après définition de trois sous-corpus correspondant à des éditeurs « petits », « moyens » et « grands », il apparaît néanmoins qu'en moyenne les articles en OA sont téléchargés entre 2 et 4 fois plus que les articles n'étant pas en accès gratuit.

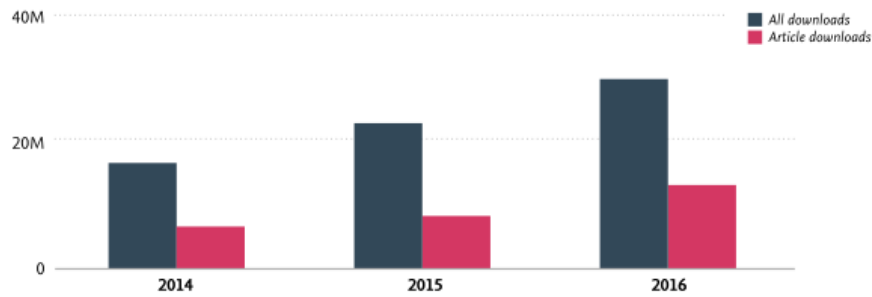
On peut noter que le rapport ne s'intéresse, dans cette partie sur les pratiques de téléchargement d'articles, qu'à la différence entre articles OA et non-OA. Or, une autre question attend des réponses : quel est l'impact de l'open access sur la fréquentation des plateformes d'éditeurs au vu de la disponibilité croissante des articles sur d'autres plateformes ? Par conséquent, une analyse diachronique et comparative entre plateformes pour l'étude de la répartition des consultations des articles serait utile.

LE TÉLÉCHARGEMENT DEPUIS LES ARCHIVES INSTITUTIONNELLES BRITANNIQUES

Le travail a été mené à partir de IRUS-UK, un agrégateur de données d'usage de 110 archives institutionnelles britanniques. On trouve sur celles-ci des documents très variés comme des *working papers*, des mémoires de thèse, des communications et bien sûr des versions d'articles publiés. La qualité des métadonnées est aussi très variable puisque on ne peut identifier la revue de publication des articles que pour la moitié d'entre eux.

Quoi qu'il en soit, entre 2014 et 2016, le nombre d'articles en texte intégral présents sur les archives institutionnelles britanniques a augmenté de plus de 60 % tandis que les téléchargements de ces articles ont plus que doublé, passant de 6 millions à plus de 12 millions.

Figure 3.6 – Downloads from UK repositories, 2014 to 2016



Le rapport souligne ensuite le rôle joué par les archives institutionnelles des universités, notant que 22 d’entre elles ont connu plus de 200 000 téléchargements, même si les chiffres peuvent varier considérablement d’une université à l’autre.

Enfin, la concentration des téléchargements sur certaines revues est spectaculaire. La base de données IRUS comprend environ 12 000 titres, mais si l’on ne prend en compte que les 10 revues dont les articles sont les plus téléchargés, on réunit déjà 8 % du total des téléchargements. Par ailleurs, les auteurs notent que 3 des revues fournissant le plus gros contingent d’articles téléchargés depuis les archives institutionnelles britanniques sont en fait des revues ayant opté pour le modèle *Gold* et dont les articles sont gratuitement téléchargeables sur la plateforme de l’éditeur (il s’agit ici des revues Plos One, IDS Bulletin et BMJ). En revanche, le rapport ne précise pas s’il s’agit de la version « éditeur » des articles qui se trouve sur les archives institutionnelles ou s’il s’agit des versions *preprint* ou *postprint*.

LE TÉLÉCHARGEMENT DEPUIS LES ARCHIVES DISCIPLINAIRES : LE CAS DE PUBMED CENTRAL

PubMed Central est la plus volumineuse archive disciplinaire. Le nombre total d’articles disponibles y est de 4,4 millions (pour 2,8 millions en 2012), et les consultations de ces articles ont atteint les 900 millions en 2016 (en cumulant affichage HTML et téléchargements des versions PDF), alors qu’on en comptait moins de 400 millions en 2012.

Les auteurs calculent ainsi un taux moyen de téléchargement des articles sur PubMed Central et en proposent l’histogramme depuis 2012, révélant que celui-ci a presque doublé puisqu’il est passé de 127 téléchargements par article à 209 :

Figure 3.8 – Downloads from PubMed Central, 2012 to 2016

Figure 3.8.1 – Average number of downloads per article from Pub Med Central

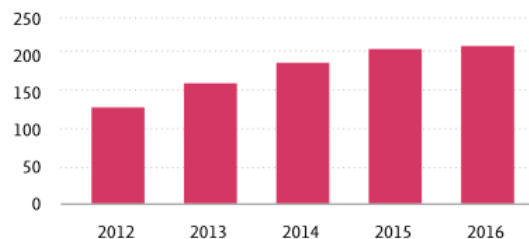
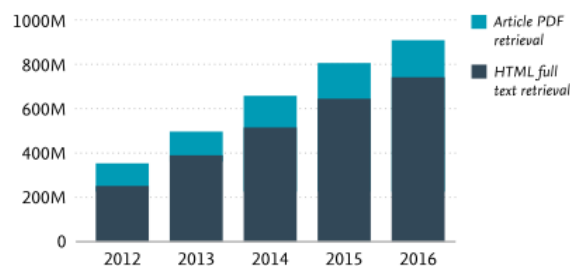


Figure 3.8.2 – Article downloads from PubMed Central

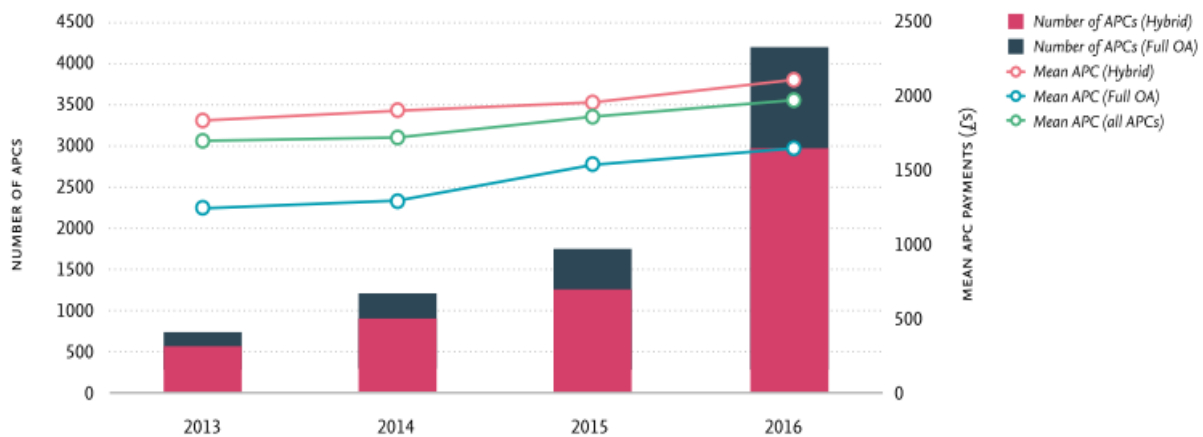


Résumé du chapitre 4 : « *Financial implications for Universities and research funders in the UK* »

Sur la question centrale des coûts de la transition vers la voie dorée, le rapport s'appuie sur des données du JISC représentatives des universités britanniques. Il met en évidence la montée en charge des APC, tant en nombre qu'en montant, et la permanence du modèle « hybrid » qui ne semble pas céder la place au « Full-OA ».

Ainsi, pour un groupe représentatif de 10 universités (dont les noms figurent dans la légende de l'histogramme 4.1), le nombre d'APC payés annuellement est passé de 766 en 2013 à 4200 en 2016, le montant unitaire moyen des APC passant quant à lui de 1699 £ à 1969 £. En 2013, 76 % des APC payés concernaient des revues hybrides, et ce ratio est en 2016 de 70 %.

Figure 4.1 – Number of APCs and mean APC cost by journal type, 2013 to 2016, 10 institutions*



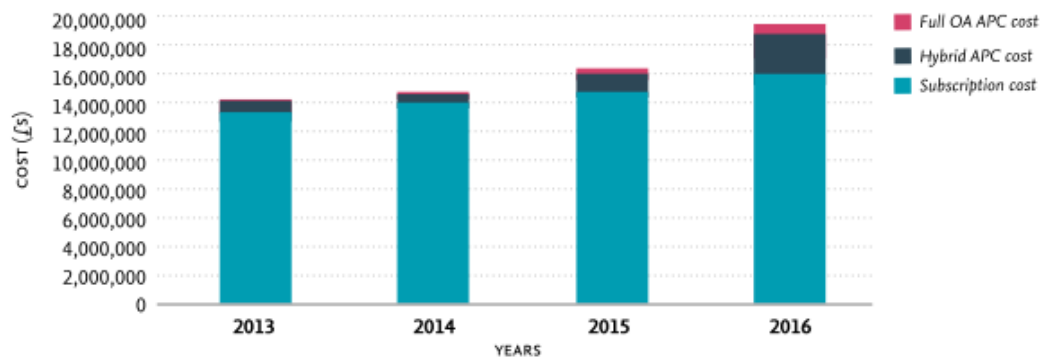
* Cranfield University, King's College London, Queen Mary University of London, Royal Holloway – University of London, Swansea University, University of Birmingham, University of Cambridge, University of Glasgow, University of Liverpool, University of Sussex

L'AUGMENTATION DES APC PLUS RAPIDE QUE CELLE DES ABONNEMENTS

Un autre point clé de la transition britannique vers l'OA est la relation entre le paiement des APC et celui des abonnements.

A partir d'enquêtes nationales sur la « liberté de l'information » conduites dans le cadre du *Freedom of Information Act 2000* visant à autoriser et réguler le libre accès aux documents des administrations publiques britanniques, il est possible de retracer l'évolution des prix des abonnements des 10 universités de l'échantillon défini plus haut (cf. figure 4.1). Pendant la période de référence (2013-2016), la dépense globale pour les abonnements a augmenté pour cet échantillon de 20 % (de 13,4 M£ à 16,1 M£) tandis que les APC ont, eux, été multipliés par 4, la dépense passant de 758 000 £ à 3,4 M£.

Figure 4.3 – Total subscription and APC expenditure, 2016*



* in £s, 10 institutions: Cranfield University, King's College London, Queen Mary University of London, Royal Holloway – University of London, Swansea University, University of Birmingham, University of Cambridge, University of Glasgow, University of Liverpool, University of Sussex; and 7 publishers: Elsevier, Wiley, Springer, Taylor & Francis, Sage, Institute of Physics, Royal Society of Chemistry

Les auteurs précisent que les APC sont nécessairement sous-estimés, d’une part parce que l’échantillon ne contient pas d’éditeurs publiant seulement des revues en libre accès, d’autre part parce que les données récoltées proviennent seulement des grands fonds d’APC gérés de façon centralisée (RCUK, Charity Open Access Fund, European Union) qui ne représentent que 80 % du volume global d’es APC. En outre, la question des accords couplés (*offsetting deals*) vient encore compliquer la donne puisqu’avec ces négociations, les APC peuvent être réduits voire disparaître moyennant une augmentation des formules d’abonnement : ainsi, une partie des coûts de transition vers le modèle *Gold* est transposée vers les abonnements.

Les auteurs citent également le travail de Lawson⁵ qui montre que si les accords couplés contribuent à diminuer les coûts globaux de l’édition par rapport à ce qu’ils seraient sans ces accords, ils n’empêchent pas que les institutions sont confrontées à des prix sans cesse croissants. Les auteurs soulignent enfin la difficulté d’estimer à un niveau agrégé l’impact des *offsetting deals* à cause du manque de clarté des données des universités dont on ne sait pas toujours comment elles traduisent les accords dans la pratique.

LE RCUK : ACTEUR PRINCIPAL DU FINANCEMENT DES APC

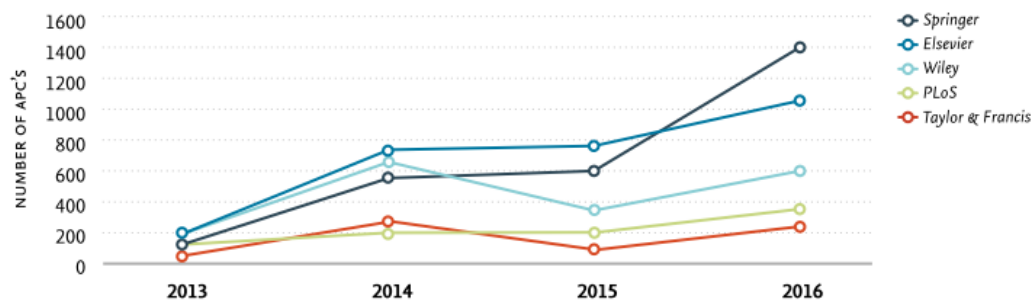
On l’a vu, les données sur le paiement par les universités des APC sont lacunaires : cela vaut également pour les sources de financement. Néanmoins, les tendances qui se dégagent des données disponibles pour 38 universités en 2016 sont très nettes : c’est le Research Councils UK qui est de loin le premier financeur pour le paiement des APC avec un total de 2 900 000 £ représentant 80 % des financements, devant le Charity Open Access Fund qui avec près de 500 000 £ totalise 15 % de la part restante. D’autres sources comme l’Union Européenne ou le National Institute of Health ne représentent qu’1% des financements des APC.

⁵ Lawson, S. (2017), *Journal subscription expenditure in the UK 2015-16*. figshare. DOI : <https://dx.doi.org/10.6084/m9.figshare.4542433.v1>

PLUS DE LA MOITIÉ DU PAIEMENT DES APC VA AUX TROIS GRANDS ÉDITEURS

La situation sur le plan des APC reflète la structure du marché de l'édition scientifique où quelques très grands éditeurs se partagent l'essentiel de la valeur économique. Ainsi, Elsevier, Springer sont en tête des éditeurs recevant non seulement le plus grand nombre d'APC mais aussi le plus haut revenu.

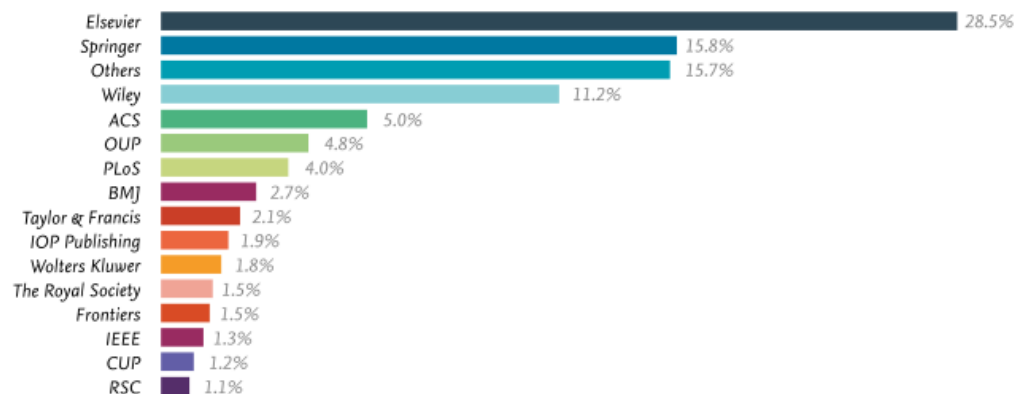
Figure 4.5 – Number of APCs by top 5 publishers, 2013 to 2016, 11 institutions*



*Cranfield University, King's College London, Queen Mary University of London, Royal Holloway – University of London, Swansea University, University of Birmingham, University of Cambridge, University of Glasgow, University of Liverpool, University of Sussex, University College London

Si comme le montre la figure 4.5, c'est Springer qui a dépassé Elsevier en 2016 quant au nombre d'APC reçus, ce dernier est toujours largement en tête des éditeurs percevant le plus gros revenu en APC, comme le montre la figure ci-dessous :

Figure 4.6 – Market share of publishers, 2016, 38 institutions



En prenant simplement en compte les trois premiers éditeurs : Elsevier, Wiley et Springer, on arrive à une proportion cumulée des recettes d'APC de plus de la moitié du total des recettes (un peu plus de 55 % précisément). La structure des recettes de ces éditeurs peut en revanche être différente. A titre d'exemple, alors que Elsevier tire ses recettes d'APC principalement des revues hybrides, Springer les tire quant à lui des revues en accès doré. En outre, pour Elsevier, le montant cumulé des APC (revues en « Gold intégral » et « hybrides ») représentait en 2016 17 % de ses revenus, tandis que les APC représentait pour Springer 31 % de ses revenus.

Résumé du chapitre 5 : « *Implications for learned societies* »

Le rapport Finch avait suscité des inquiétudes quant à la pérennité financière des sociétés savantes dans un modèle reposant sur la voie dorée. Pour ce rapport, a été constitué un échantillon de 30 sociétés savantes dont on a suivi l'évolution des comptes sur la période 2011-2015. Cet échantillon a été conçu de façon à ce que 25 sociétés soient représentatives des quatre domaines disciplinaires d'intérêt, tandis que les 5 dernières sociétés savantes ont été retenues pour l'importance de leur activité de publication.

La méthodologie employée a suivi les étapes suivantes :

1. Analyse des rapports financiers publiés des sociétés savantes sur la période 2011-2015 ;
2. Préparation d'indicateurs agrégés sur le niveau des revenus et dépenses de publication des sociétés savantes et sur leur santé financière ;
3. Entretiens qualitatifs avec 15 représentants de sociétés savantes pour mettre en contexte les résultats des analyses financières ;
4. Validation des résultats par l'organisation d'un évènement où ont assisté 40 représentants de sociétés savantes.

Le rapport commence par rappeler que les STEM (*Science Technology Engineering and Mathematics*) représentent 50 % des sociétés savantes et 90 % de leurs revenus. Il poursuit en notant que pour une part substantielle des sociétés savantes et ce dans toutes les disciplines, les revenus générés par la vente d'articles sont importants, voire primordiaux, sans que ceux-ci permettent toujours auxdites sociétés de dégager des marges.

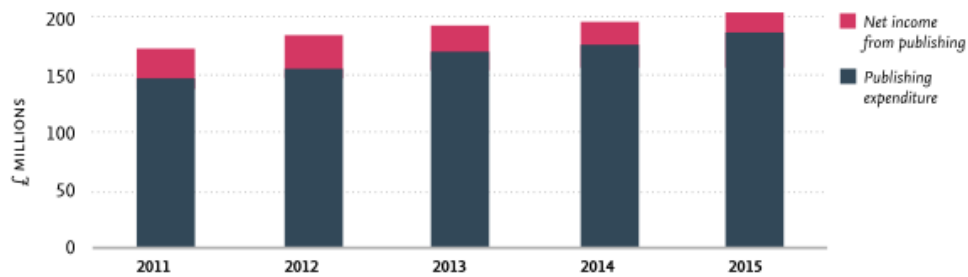
Figure 5.1 – Publishing revenue, publishing margin, and society size
(22 societies, missing data and outliers are excluded, 2015)



LES DÉPENSES D'ÉDITION AUGMENTENT ET LES MARGES BAISSENT

Tandis que les revenus des sociétés savantes ont augmenté de 18 % de 2011 à 2015, leurs dépenses ont crû de 27 %, ce qui a pour effet mécanique de réduire les marges. La figure suivante montre bien la réduction de ces marges qui apparaissent dans la partie rouge des barres de l'histogramme représentant le revenu net des sociétés savantes.

Figure 5.2 – Publishing net income and expenditure (aggregate for 30 societies, 2011 to 2015)



LES SOCIÉTÉS SAVANTES DIVERSIFIENT LEURS SOURCES DE REVENUS DANS UN CONTEXTE DE PRESSION SUR LES REVENUS

Dans les entretiens qualitatifs avec les représentants des sociétés savantes, il apparaît clairement que la plupart considèrent l'OA comme un risque pour leur santé financière dans la mesure où les revenus d'abonnements pourraient diminuer ou disparaître, même si certaines d'entre elles ont bénéficié des revenus des APC ou de la chute de la livre sterling.

La plupart des sociétés savantes cherchent à diversifier leurs sources de revenus en particulier en élargissant leur base de membres et ainsi à coupler de nouveaux revenus d'adhésion avec une plus large pénétration de leurs publications.

Pour conclure...

Le rapport ne comporte pas de conclusion, aussi proposons-nous, plutôt que d'en résumer les points essentiels (ce qui est déjà l'objet du résumé exécutif du rapport et qui vient d'être fait de façon plus étendue), de nous arrêter un instant sur la nature des ressources mobilisées par le travail de l'Open Access Coordination Group.

Si l'on considère les données à partir desquelles le rapport a été rédigé, on peut noter que seuls les chapitres 1, 2 et 5 ont nécessité la fabrication de corpus spécifiques. Les chapitres 3 (« *Use of Open Access articles* ») et 4 (« *Financial implications for universities and research funders in the UK* »), quant à eux, ont pu compter sur des ressources préexistantes.

Pour le chapitre 3, il s'agit du Journal Usage Statistics Support (JUSP)⁶, qui agrège des données sur les téléchargements d'articles via les plateformes d'éditeurs et les agrégateurs depuis 180 bibliothèques d'enseignement supérieur au Royaume-Uni⁷. Pour le chapitre 4, il s'agit de données sur le volume et le montant des APC collectées de 2013 à 2016 pour un échantillon de 10 universités. Dans les deux cas, c'est le *Joint Information Systems Committee* (JISC) qui est à l'origine de l'existence de ces données, c'est-à-dire un comité consultatif des *Funding Concils* britanniques dont le rôle est à la fois de mutualiser et de rationaliser les dépenses en IST, mais qui revendique également « un rôle d'orientation stratégique », et « prend appui sur une mutualisation des expertises de terrain » (Rapport final de l'ADBU sur le JISC, Décembre 2009, p.6)⁸.

Quelles que soient les convictions du lecteur sur les positions politiques britanniques en faveur du modèle *Gold*, il nous semble important de souligner la qualité des outils de veille et de réflexion dont dispose le Royaume-Uni sur son système d'IST avec, en premier lieu les travaux du JISC et de ses différents sous-comités, et en second lieu ceux de l'Open Access Coordination Group lui-même dont nous venons de faire la synthèse de son deuxième rapport sur la transition vers l'open access depuis le premier paru en août 2015⁹.

⁶ Ce qui peut se traduire en français par « portail pour les statistiques d'usages des périodiques ».

⁷ Ne sont pas prises en compte

⁸ On peut lire gratuitement ce rapport sur le site de l'ADBU (Association des Directeurs de Bibliothèques Universitaires) : http://adbu.fr/competplug/uploads/2009/10/RAPPORT_JISC_2009.pdf

⁹ Celui-ci est toujours disponible à la lecture sur le site de Universities UK : <http://www.universitiesuk.ac.uk/policy-and-analysis/reports/Pages/monitoring-transition-open-access-2015.aspx>